

N° 11

16 novembre 2017

Milieux &
Faune Sauvage

sne@oncfs.gouv.fr

Secrétaire national

Pascal WANHEM
wanhem.sne@gmail.com
06 20 99 91 84

Secrétaires adjoints

Pierre ORIOL
oriol.pierre@neuf.fr
06 25 07 06 77

Philippe BIBES
wanhem.sne@gmail.com
06 20 99 91 84

Virginie CROQUET
virginie.croquet@oncfs.gouv.fr
06 20 78 97 50

SNE-FSU

Secrétaire Général

Patrick SAINT-LEGER
saintleger.sne@gmail.com
06 70 81 17 16

Secrétaire adjointe

Marie-Louise LE COGUIEC
marie-louise.le-coguiiec@developpement-durable.gouv.fr
06 87 27 13 30

Permanence : 01 40 81 22 28

SNE-FSU
104 rue Romain Rolland
93260 LES LILAS
snefsu.org



snefsu.org

CHSCT du 27 octobre 2017

Ce 3ème CHSCT est le temps des bilans annuels, c'est également la première séance pour le Directeur de la Police, M. Loïc Obled.

Des sujets phares ont été abordés, et Les représentants du SNE-FSU ont fait une déclaration liminaire que vous pouvez lire en dernière page.

Wagram et Saint-Benoist

Le siège de l'ONCFS reste a Wagram. Le Directeur Général a en effet souligné l'importance pour l'ONCFS de rester implanté à Paris pour sa proximité avec le Ministère, ainsi que les inconvénients du projet en termes de déplacements lors de réunions.

Les travaux prévus à Saint-Benoist pour améliorer les conditions de travail des agents (permis de chasser, SID IdF, etc ...) sont pour l'instant en réflexion suite aux audits effectués. Le pavillon St-Brieuc doit être fermé au vu de son état et le directeur général ne souhaite pas mettre en place de solutions provisoires par la pose d'Algecos qui risqueraient de durer. Quid des bureaux pour le SID ?

La nouvelle Stratégie Immobilière de l'ONCFS sera discutée en début d'année 2018

Restructuration du Réseau Sécurité et Intervention

Un projet de nouvelle organisation des formateurs et moniteurs de tir et gestes techniques d'Intervention devait être présentée lors de cette séance. Vu les nombreuses questions sur les conséquences et impacts de cette proposition, les représentants des personnels ont demandé au Directeur Général de reporter la discussion. Celle-ci fera l'objet d'un groupe de travail qui aura lieu le mardi 14 novembre.

Vos représentants SNE-FSU seront attentifs à la réel nécessité de la refonte de ce réseau et de ses impacts avec des instructeurs nationaux et régionaux devant remplacer les actuels moniteurs de tir (modalités de candidatures et de recrutements ; organisation et fonctionnement proposées ; conséquences pour les services). Le contenu de la formation n'est pas concerné, et la sécurité des agents reste notre priorité. Ce projet sera soumis à un CHSCT et CT exceptionnel le 20 décembre 2017.

Et pour l'Ariège ... faute d'avoir la peau de l'ours, on noie le poisson

Le Directeur de la Police a présenté quelques évènements, dont l'agression des agents lors d'une mission technique de constats de dommage sur troupeau domestique et la vidéo postée sur internet avec des personnes cagoulées et armées. Les représentants du SNE-FSU ont pourtant demandé à la Direction de faire une enquête CHSCT sur ce type de missions de constats de dommages par les grands prédateurs

Titulaires

Eric BRANDT

eric.brandt@oncfs.gouv.fr

06 20 78 64 73

Olivier GRANGER

olivier.granger@oncfs.gouv.fr

06 25 03 21 91

Virginie CROQUET

virginie.croquet@oncfs.gouv.fr

06 20 78 97 50

Valérie GRISONI

valerie.grisoni@oncfs.gouv.fr

04 95 38 13 36

Suppléants

André REZOAGLI

andre.rezoagli@oncfs.gouv.fr

06 03 68 67 50

Pierre ORIOL

pierre.oriol@oncfs.gouv.fr

06 25 07 06 77

Sonia SAID

sonia.said@oncfs.gouv.fr

06 23 66 47 35

Sébastien JACQUILLAT

sebastien.jacquillat@oncfs.gouv.fr

06 34 04 63 29

NOTRE ENGAGEMENT

"Au quotidien, nous nous engageons avec nos valeurs d'éthique, de solidarité, et de justice, à tout faire pour améliorer la santé, la sécurité et le bien-être au travail de tous les personnels"

SNE-FSU

104 rue Romain Rolland
93260 LES LILASsnefsu.orgsnefsu.org

Hors, nous apprenons en séance que les différents acteurs de la mission (agents, préfet, procureur) ont été rencontrés par la direction **sans les représentants du personnel au CHSCT**. Le DG a répondu que ce n'était pas nécessaire, il n'y avait pas eu d'accident ! Et l'UNSA a renchéri sur le sujet, « **il n'y a pas besoin d'enquête, les agents n'ont pas été traumatisés car ils n'ont pas demandé de soutien psychologiques** ».

Une demande d'audience a été accordée par le cabinet Hulot, suite au courrier commun SNE-FSU et FO-Environnement, pour le 10 novembre (voir le communiqué diffusé).

Un groupe de travail sera quand même mis en place pour travailler sur la procédure de signalement des « incidents », notamment par rapport à la fiche existante, et sa diffusion aux enquêteurs du CHSCT (dont font partis les OS)

Les bilans annuels des ISST, des Accidents de Services/Travail et du réseau Santé et Sécurité au Travail

Le réseau Santé et Sécurité au Travail est animé par les Inspecteurs Santé et Sécurité au Travail (ISST). Le bilan annuel montre l'investissement et les missions accomplis au sein de ce réseau. Le fonctionnement et l'organisation seront actualisés lors de la prochaine réunion des Conseillers de Prévention tout début 2018. La valorisation de cette compétence, pour les Conseillers de Prévention et les Assistants de Prévention, est à améliorer.

Le bilan des Accidents de service/travail a été l'occasion pour les représentants du SNE-FSU de renouveler leur demande de création d'indicateurs, en travaillant par exemple sur l'évolution pluriannuelle des chiffres présentés. Cette analyse contribuera à améliorer encore les plans d'actions relatifs aux risques routiers et psycho-sociaux, entre autre.

Le matériel de sécurité en mission de police

Les gilets pare-balle seront désormais disponibles en modèle féminin. Le contrôle de l'état des gilets sera fait dans un premier temps par les moniteurs lors des entraînements, puis par les instructeurs nationaux en cas de doute sur leur fiabilité.

Le stockage des véhicules « Police » a été confirmé par le directeur général. Suite à l'équipement des VA en véhicule d'intervention, les agents ne pourront plus les stocker chez eux s'ils n'ont pas de lieux sécurisés (garage ou cours fermée). Cela va engendrer indéniablement des iniquités de traitement entre ceux qui devront venir au bureau par leurs propres moyens et ceux qui auront des véhicules pour rentrer.

La légalité du matériel d'intervention : Suite à une nouvelle demande de l'UNSA pour utiliser les « Stop-Ticks » lors des missions de contrôle routier, il a été rappelé par le directeur de la police que l'utilisation de ce matériel n'était prévue que pour les services de la police nationale, de la gendarmerie et des douanes. Il a précisé qu'il ne mettra pas les agents en infraction au regard des textes, et qu'il vérifiera donc toute légalité au préalable. Nous avons rappelé que c'est dans le même esprit que notre demande au sujet de l'utilisation des avertisseurs sonores et lumineux et pour laquelle nous n'avons toujours pas de nouvelle. Le Directeur Général nous informe avoir relancé le ministère sur ce sujet.

**Le prochain CHSCT aura lieu le mercredi 20 décembre 2017
avec pour point à l'ordre du jour le réseau Sécurité & Intervention**

**Déclaration
liminaire des
représentants
du SNE-FSU
lors du CHSCT
du 27 octobre
2017**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Le grand écart entre les ambitions affichées par les ministres de la transition écologique et solidaire, des transports et de la cohésion des territoires et les moyens de leur administration s'accroît toujours plus !

Au sein de l'État, le ministère de la transition écologique et solidaire **est le second contributeur à la baisse des emplois dans ses services (-828 ETP prévus). Depuis 2013, nos services ont ainsi perdu 11 587 emplois !**

S'agissant des opérateurs, les suppressions d'emplois portent en premier lieu sur notre ministère **(-496 ETP prévus)**, devant tous les autres ministères. Une baisse des emplois qui se concentre sur **quelques établissements** particulièrement mis à contribution : dont **ONCFS (-42 ETP rien que pour 2018)**. Cette baisse d'effectif continue, sera accentuée par la décision du gouvernement d'arrêter les contrats aidés que nous savons nombreux à l'ONCFS pour prendre en charge des tâches administratives que nous savons de plus en plus importantes.

Et les non-dits : ainsi, si les parcs nationaux voient leurs effectifs peu touchés (-3 ETP), il leur est demandé de contribuer à la création du parc national des forêts de Champagne et Bourgogne. Au final, l'impact ressenti est de moins 18 ETP!

Ce grand écart entre ambitions et moyens ne peut qu'augmenter la pression psychologique sur les agents. Il amplifie le mal-être existant dû à la perte de sens de notre travail dans un contexte de réorganisations territoriales incessantes : abandons de missions traditionnelles, nouvelles missions sans moyens, incapacité à assumer correctement des commandes incohérentes.

C'est dans ce contexte là que vous arrivez à l'ONCFS en tant que Directeur Général. Nous ne savons pas si vous avez eu le temps d'en mesurer l'ampleur, mais nous pouvons vous dire que les personnels commencent à être excédés par ses réformes sans que par ailleurs ne soit revue les objectifs que nous devons toujours assurer.

Devant ce lynchage social, nous demandons que se tiennent dans les plus brefs délais des réunions de travail sur la réorganisation de l'ensemble des services de l'établissement.

Par rapport à ce contexte, nous réaffirmons nos demandes successives d'élaboration de plan d'action sur les risques psychosociaux.